

Le TPI met en garde les dirigeants israéliens à propos des meurtres à Gaza

Ali Abunimah – 8 avril 2018



Des journalistes palestiniennes tiennent des photos de leur collègue Yaser Murtaja, qui a été touché mortellement par une sniper israélien deux jours plus tôt, lors d'une manifestation contre les attaques israéliennes sur les journalistes, le 8 avril dans la ville de Rafah au sud de la Bande de Gaza. (Ashraf Amra / APA images)

Le Tribunal Criminel International a émis un avertissement sans précédent selon lequel les dirigeants israéliens peuvent avoir à subir un procès pour le meurtre de manifestants palestiniens non armés dans la Bande de Gaza.

« Depuis le 30 mars 2018, au moins 27 Palestiniens ont été déclarés tués par les Forces de Défense Israéliennes, alors que plus mille autres ont été blessés, dont beaucoup à la suite de tirs à balles réelles et de balles enrobées de

caoutchouc », a déclaré dimanche Fatou Bensouda, procureure générale du TPI.

« La violence contre des civils – dans une situation telle que celle qui prévaut à Gaza – pourrait constituer des crimes selon le Statut de Rome du Tribunal Pénal International, de même que l'utilisation de la présence de civils dans le but de couvrir des activités militaires », a dit Bensouda.

« Toute personne qui incite ou s'engage dans des actes de violence, y compris en ordonnant, sollicitant, encourageant ou contribuant de toute autre façon à la commission de crimes dans le cadre de la juridiction du TPI, est passible de poursuites devant le tribunal », a ajouté Bensouda.

La référence de Bensouda à l'utilisation de civils pour « couvrir des activités militaires » ressemble à une reconnaissance de la prétention d'Israël comme quoi les rassemblements massifs de la Grande Marche du Retour organisés par les Palestiniens ces deux derniers vendredis le long de la frontière de Gaza avec Israël seraient un stratagème du Hamas pour couvrir des « activités terroristes ».

Cependant, comme l'a déterminé une enquête de Human Rights Watch et comme l'ont confirmé les observations d'un journaliste, il n'y a rien eu qui ressemble à des « activités militaires » de la part des Palestiniens qui participaient à ces manifestations.

Ces rassemblements festivaliers ont fait sortir des milliers de personnes qui réclamaient la fin du blocus israélien sur Gaza et le droit au retour des réfugiés.

On n'a signalé aucun blessé israélien à l'occasion des manifestations palestiniennes à Gaza.

Mais ce qui ne fait aucun doute, c'est que les dirigeants israéliens ont ordonné de prendre pour cible les manifestants

civils non armés dans ce que Human Rights Watch a appelé des meurtres « calculés » de personnes qui ne représentaient strictement aucune menace.

Trois de ceux qui ont été tués étaient des enfants.

<https://twitter.com/DCIPalestine/status/982334469070827521>

En amont de ces manifestations de vendredi, l'association de défense des droits de l'Homme B'Tselem avait prévenu les soldats qu'ils seraient susceptibles de commettre des crimes s'ils obéissaient aux ordres « manifestement illégaux » de tirer sur des civils non armés.

Les snipers israéliens postés le long de la frontière avec Gaza ont tué vendredi neuf Palestiniens.

Rompant avec la position de l'Union Européenne, qui continue de refuser de condamner les actions d'Israël, samedi, la France a condamné les « tirs sans distinction » contre les civils Palestiniens à Gaza.

Mais en dépit de ces avertissements, les dirigeants israéliens ont refusé de modifier leurs ordres de tir à balles réelles et ont à plusieurs reprises félicité leurs soldats pour ce carnage.

Dimanche, le ministre de la Défense Avigdor Lieberman a effectivement déclaré que les deux millions de résidents de Gaza sont tous des cibles légitimes, disant aux médias israéliens que « dans la manifestation du terrorisme, il n'y avait pas de civils innocents, qu'ils étaient tous membres du Hamas ».

Selon The Times of Israel, Lieberman « a expliqué plus tard qu'il avait utilisé le mot hébreu tamim, pas pour signifier 'innocent', mais 'naïf' ».

Qu'il soit revenu sur ce commentaire n'est pas surprenant puisqu'on peut utiliser ce genre de déclaration comme preuve d'intention dans n'importe quel tribunal pénal international.

Lieberman avait rejeté les demandes d'enquête sur le meurtre du journaliste Yaser Murtaja qui a été mortellement touché vendredi alors qu'il portait une veste clairement marquée du mot « Presse ».

« Nous avons vu des dizaines de cas de militants du Hamas déguisés en infirmiers et journalistes », a prétendu Lieberman.

« Nous avons également vu un journaliste approcher de la frontière et lancer un drone, nous ne prenons pas de risques dans ces cas là », a-t-il ajouté, affirmation sur laquelle l'armée israélienne n'a trouvé aucune preuve pour l'étayer.

Dans les rassemblements de la semaine d'avant le meurtre de Murtaja, les forces israéliennes ont blessé 10 journalistes, dont plusieurs à balles réelles, selon le Comité de Protection des Journalistes.

En dépit des objections de Lieberman, dimanche l'armée israélienne a nommé l'un de ses propres généraux pour enquêter sur ses actions qui ont provoqué la mort de Palestiniens de Gaza, dont Murtaja .

Mais ces sortes d'auto-enquêtes n'ont historiquement été rien de plus que des entreprises de blanchiment qui ont servi à maintenir l'impunité d'Israël et à décourager l'enquête du TPI.

C'est pourquoi la déclaration de la procureure du TPI comporte une signification particulière puisque le tribunal international n'est invité à intervenir que lorsque les autorités judiciaires nationales sont réticentes ou incapables de réaliser de procédures authentiques.

Dans sa déclaration de dimanche, Bensouda a fait remarquer que « la situation en Palestine est sous examen préliminaire effectué par mon bureau ». C'est la procédure par laquelle le procureur décide d'ouvrir ou non une enquête officielle qui pourrait conduire à des inculpations.

Mais cet examen préliminaire illimité dure depuis des années avec Bensouda qui semble traîner des pieds.

Dans une affaire liée à l'attaque israélienne de 2010 sur la flottille pour Gaza, Bensouda a reconnu que les forces israéliennes avaient vraisemblablement commis des crimes de guerre dans les eaux internationales, mais elle a néanmoins refusé d'ouvrir une enquête officielle.

Les avocats des familles des victimes de l'assaut des commandos israéliens sur le Mavi Marmara ont accusé le bureau de Bensouda de « faire tout son possible pour échapper à l'obligation de lancer toute véritable enquête au niveau international, sachant très bien que les autorités nationales [israéliennes] ne mènent pas d'enquête sur ces crimes ».

Depuis sa création, le TPI a perdu beaucoup de sa crédibilité en ne poursuivant que des Africains, en dépit du fait que le Statut de Rome de 1998 demande au tribunal de « mettre fin à l'impunité » pour les crimes les plus graves, quel qu'en soit l'auteur.

Les Palestiniens ont projeté d'autres rassemblements de masse à Gaza dans les semaines qui conduisent au Jour de la Nakba – commémoration annuelle le 15 mai du nettoyage ethnique de la Palestine en 1948.

Reste à voir si la mise en garde faite par Bensouda détournera les dirigeants israéliens d'un nouveau carnage et si le tribunal va enfin agir pour mettre fin à l'impunité dont Israël jouit depuis des décennies.

Traduction : J. Ch. pour l'Agence Média Palestine

Source : [The Electronic Intifada](#)